

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Nouvelles propositions sur l'accès aux marchés et le soutien interne

Les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont présenté plusieurs propositions sur divers enjeux agricoles préalablement à la réunion du groupe de négociation sur l'agriculture organisée dans la semaine du 6 novembre par son président, l'ambassadeur kényan Stephen Karau. Le président lui-même a soumis une matrice de toutes les propositions présentées jusqu'à présent pour orienter les discussions.

Parmi les nouvelles soumissions, l'Argentine a distribué ce qu'elle a appelé un terrain d'entente sur le soutien interne, qui se trouve à mi-chemin entre la proposition présentée par certains membres du Groupe de Cairns, laquelle contient trois options pour couper le soutien global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE) des Membres, et celle présentée par la Chine et l'Inde, qui vise d'abord à éliminer la mesure globale de soutien (MGS) des pays développés.

L'Argentine a affirmé que sa proposition vise à forcer la convergence des positions pour parvenir à un résultat le mois prochain à la conférence ministérielle qui aura lieu à Buenos Aires, en Argentine. Elle suggère de limiter le SGEDE des Membres en établissant un plafond financier (plafond de base) en revisitant le scénario à trois options d'abord soumis par les membres du Groupe de Cairns :

« Le plafond de base ne doit pas être plus élevé que le montant le plus élevé parmi les trois options suivantes :

- Option A : Doubler le pourcentage *de minimis* de la valeur totale de la production agricole moyenne des Membres pour la période [2011-2015];
- Option B : [110 %] du soutien moyen en vertu des articles 6.3 et 6.4 déclaré par le Membre pour [les trois plus récentes années déclarées à la date d'adoption]; ou
- Option C : Pour les Membres en développement, [2,0 milliards de dollars US] ou l'équivalent en monnaie locale. »

Afin de convaincre la Chine et l'Inde, l'Argentine a ensuite suggéré une formule étagée pour réduire la MGS :

« La MGS totale consolidée finale doit être réduite conformément à la formule étagée suivante :

- a) lorsque la MGS totale consolidée finale est supérieure à 40 milliards de dollars US, ou l'équivalent dans la monnaie dans laquelle la consolidation est exprimée, la réduction doit être de [30] %;
- b) lorsque la MGS totale consolidée finale est supérieure à 15 milliards de dollars US et inférieure ou égale à 40 milliards de dollars US, ou l'équivalent dans la monnaie dans laquelle la consolidation est exprimée, la réduction doit être de [21] %;
- c) lorsque la MGS totale consolidée finale est inférieure ou égale à 15 milliards de dollars US, ou l'équivalent dans la monnaie dans laquelle la consolidation est exprimée, la réduction doit être de [15] % . »

Des sources ont affirmé que les réactions initiales étaient plutôt négatives. Les États-Unis ont rejeté la proposition catégoriquement, puisqu'elle ne tient pas compte du soutien de l'article 6.2 accordé aux pays en développement comme l'Inde. Les États-Unis ont également critiqué l'omission du soutien de la catégorie bleue dans le SGEDE, qui est laissé à des réformes ultérieures. L'UE a affirmé qu'elle serait la plus importante contributrice en vertu de cette proposition, alors que la Chine et l'Inde ont réitéré leur demande de s'attaquer d'abord à la MGS des pays développés. Le G-10 a également soulevé des préoccupations au sujet de la proposition.

Accès aux marchés

Trois propositions ont été soumises sur l'accès aux marchés, même si l'enjeu n'est pas assez mûr pour faire l'objet d'une résolution à Buenos Aires.

L'Argentine, le Brésil, le Paraguay, la Thaïlande et l'Uruguay ont suggéré aux Membres de convenir d'un programme de travail qui viserait la poursuite de la réforme de l'accès aux marchés pour les produits agricoles. Sans préciser les domaines particuliers de négociation, le groupe suggère de prendre une décision ministérielle qui presserait les Membres à s'engager à réduire leur niveau de protection et à parvenir à des résultats tangibles sur l'accès aux marchés à la CM12 (2019) et par la suite en y allant graduellement.

Les Philippines ont présenté une proposition sur la sauvegarde spéciale (SGS), se joignant à la Russie et à

d'autres pays, et demandent aux pays développés d'éliminer leur octroi de SGS au moyen de tranches annuelles égales étalées sur [10] ans. Les pays développés, ont affirmé les Philippines, pourraient maintenir la mesure pour un maximum de [3] % de leurs lignes tarifaires totales.

Finalement, dans une ébauche de décision ministérielle, la Tunisie a suggéré de convertir les tarifs complexes des pays développés en *ad valorem* 12 mois après la décision ministérielle à Buenos Aires.

L'ambassadeur Karau a convoqué une séance ouverte le 10 novembre pour discuter des plus récentes soumissions.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonduncanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

